

Vu l'arrivée de M. de Lavaud, nommé procureur de la République, chef du service judiciaire, à Papeete, par décret du Président de la République en date du 8 mai 1873 ;

Vu la prestation de serment de ce magistrat à la date de ce jour ;
Sur la proposition du chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

M. de Lavaud prend, à la date de ce jour, ses fonctions de procureur de la République, chef du service judiciaire.

En conséquence,

M. Dumant, juge-président du tribunal supérieur, cesse à dater de ce jour de remplir les fonctions de procureur de la République, chef du service judiciaire, auxquelles il avait été appelé par arrêté en date du 26 mai dernier ;

M. Pinaudier, juge présidant le tribunal de première instance, cesse à la même date de remplir les fonctions de juge-président du tribunal supérieur auxquelles il avait été appelé par arrêté du même jour ;

M. Baudin, lieutenant de juge, cesse à la même date de remplir les fonctions de président du tribunal de première instance auxquelles il avait été appelé par arrêté en date du 23 septembre 1873 ;

M. Gillet, commis de marine, cesse à la même date de remplir les fonctions de lieutenant de juge auxquelles il avait été appelé par ledit arrêté du 23 septembre présente année, et est remis à la disposition de M. l'Ordonnateur.

Néanmoins M. Pinaudier continuera à siéger dans toutes les affaires dont il aura fixé les jours d'audience, ou desquelles M. Dumant a connu comme ministère public.

L'Ordonnateur et le procureur de la République, chef du service judiciaire, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 19 novembre 1873.

Pour le Commandant absent en tournée et par ordre :

L'Ordonnateur,

Signé : L. LE GUAY.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Pour l'Ordonnateur et par ordre :
Le sous-commissaire de la marine,
Signé : LABARBE.

Le Procureur de la République,
Chef du service judiciaire,
Signé : LOUIS DE LAUDAUD.